

Les librairies francophones en Europe, entre modèle culturel « à la française » et concurrence non encadrée

Article inédit, mis en ligne le 20 avril 2026

Sophie Noël

*Sophie Noël est professeure en sciences de l'information et de la communication à l'Université Paris-Panthéon-Assas et chercheuse au Carism. Ses recherches portent sur l'indépendance dans les industries culturelles, les politiques publiques du livre et les médiations culturelles. Elle a publié *Le petit commerce de l'indépendance. Une sociologie de la librairie au début du 21e siècle* (Presses universitaires de Rennes, 2025).
Sophie.NOEL@assas-universite.fr*

David Piovesan

*David Piovesan est maître de conférences HDR en sciences de gestion à Magellan, laboratoire de recherche de l'université Lyon 3. Il vient de publier *The European Bookshop Business Model* (Routledge, 2025), résultat d'une vaste enquête européenne auprès des librairies. Il s'intéresse également à la transition écologique dans le monde du livre.
david.piovesan@univ-lyon3.fr*

RÉSUMÉ

Les librairies, comme de nombreux acteurs des industries culturelles, ont vu leur environnement se transformer profondément depuis le début des années 2000 avec le développement de la vente et de la recommandation d'ouvrages en ligne. Mal connu et rarement étudié, le cas des librairies francophones en Europe apporte un nouvel éclairage sur le triple phénomène de numérisation, de globalisation et de « plateformisation » des industries culturelles. Marquées par le « modèle français » de librairie à fort caractère culturel, ces librairies hétérogènes s'en éloignent par les conditions d'exercice de leur activité sur des marchés internationaux non encadrés et traversés par des enjeux de diplomatie culturelle liés au rayonnement de la culture française à l'étranger. Faisant face à des difficultés structurelles, elles développent de nouvelles formes d'intermédiation et d'action collective qui permettent d'aborder les modalités de résistance des commerces physiques du livre à l'échelle européenne.

Mots clés

Librairie, diplomatie culturelle, plateformes, intermédiation, francophonie, globalisation culturelle.

TITLE

French bookshops in Europe, between french model and international market

Abstract

Bookshops, like many other players in the cultural industries, have seen their environment radically transformed since the early 2000s by the rise of online bookselling and recommendation. Little-known and rarely studied, the case of French-language bookshops in Europe sheds new light on the triple phenomenon of digitization, globalization and “platformization” of the cultural industries. Inspired by the “French model” of book retail with a high cultural profile, these heterogeneous bookshops are also operating on unregulated international markets where cultural diplomacy is at stake in terms of promoting French culture abroad. Faced with some structural issues, they are developing new forms of intermediation and collective action, which enables us to examine the ways in which physical bookshops are resisting on a European scale.

Keywords

Bookshops, cultural diplomacy, platforms, intermediation, Francophony, cultural globalization.

TITULO

Las librerías francófonas en Europa: entre el modelo francés y el mercado internacional

RESUMEN

Las librerías, como muchos otros agentes de las industrias culturales, han visto cómo su entorno se transformaba profundamente desde principios de la década de 2000 con el desarrollo de la venta y la recomendación de libros en línea. Poco conocido y raramente estudiado, el caso de las librerías francófonas en Europa arroja nueva luz sobre el triple fenómeno de la digitalización, la globalización y la «plataformización» de las industrias culturales. Marcadas por el « modelo francés » de librería de marcado carácter cultural, estas librerías heterogéneas se alejan de él debido a las condiciones en las que operan en mercados internacionales no regulados y atravesados por cuestiones de diplomacia cultural relacionadas con la difusión de la cultura francesa en el extranjero. Enfrentadas a dificultades estructurales, están desarrollando nuevas formas de intermediación y de acción colectiva que permiten abordar las formas de resistencia de las librerías físicas a escala europea.

Palabras clave

Librerías, diplomacia cultural, plataformas, intermediación, francofonía, globalización cultural.

INTRODUCTION

Les industries culturelles ont été confrontées ces dernières décennies à des bouleversements qui ont profondément modifié la chaîne de valeur et le rôle des différents acteurs. L'industrie du livre a été particulièrement touchée par les mouvements conjugués de numérisation (Thompson, 2021), de globalisation (Sapiro, 2009 ; Sapiro et Leperlier, 2021) et de « plateformisation » (Chabault, 2014 ; Moati, 2021). Les librairies¹, qui constituaient les acteurs clés de la vente de livres, ont notamment subi une intensification de la concurrence et la remise en cause de leur place centrale d'intermédiaires avec le

développement de la vente et de la recommandation en ligne au début des années 2000. Ces transformations les ont fait progressivement passer de commerces traditionnels (Leblanc, 1998) à de petites entreprises culturelles modernes déployant leur activité tant sur les canaux physiques que numériques (Chabault, 2013). Le cadre très particulier d'une activité commerciale régulée par des politiques publiques protectrices (Surel, 1997) leur a permis de continuer à exister en France : leur part de marché s'est stabilisée autour de 23 % (données du ministère de la Culture, avril 2025). Ces adaptations aux nouvelles conditions du marché ont été documentées, qu'il s'agisse de la mise en avant de l'indépendance (Noël, 2025), de la relation de conseil (Miller, 2007), de l'enracinement dans le métier (Piovesan et Paris, 2024) ou encore des plateformes collaboratives indépendantes (Thuillas et Wiart, 2023).

Le cas des librairies francophones en Europe (LFE)² constitue cependant un angle mort de ces travaux. Mal connues et rarement étudiées, ces structures hétérogènes tirent leur inspiration du « modèle français » de la librairie à fort caractère culturel (Sorel et Leblanc, 2008), tout en s'en éloignant par les conditions d'exercice de leur activité sur des marchés internationaux non encadrés. En effet, les LFE se trouvent dans une situation très spécifique au regard du prix des livres. Alors que leurs homologues françaises doivent appliquer le prix déterminé par l'éditeur depuis la loi du 10 août 1981 (dite loi Lang, du nom du ministre de la Culture), elles ne sont pas soumises à cette disposition pour les livres français qu'elles vendent dans d'autres pays, même si ces derniers ont eux aussi mis en place une législation sur le prix fixe du livre (notamment en Allemagne, Italie, Portugal et Espagne, où plusieurs LFE sont implantées). Elles se trouvent, de ce fait, en porte-à-faux par rapport à leur pays d'implantation et doivent déployer des stratégies spécifiques pour résister à la concurrence des acteurs de la vente en ligne et des grandes enseignes. Pourtant, en dépit de difficultés indéniables, ces librairies constituent un réseau important pour le rayonnement de la culture française à l'étranger et pour le maintien d'une diversité de l'offre, dans un contexte de progression contrastée du français³. Aux enjeux culturels et marchands caractéristiques des intermédiaires (Bourdieu, 1992 ; Jeanpierre et Roueff, 2014), vient dans leur cas s'ajouter une dimension diplomatique, le livre français à l'étranger s'apparentant à un levier du *soft power* (Hauser *et al.*, 2011 ; Chaubet *et al.*, 2024).

Ces librairies atypiques sont intéressantes dans la mesure où elles permettent d'aborder les modalités de résistance des commerces physiques du livre dans un environnement international qui diffère du cadre français d'origine, l'espace européen étant constitué de marchés nationaux distincts. Elles sont également l'occasion d'observer les limites de la globalisation au niveau de la distribution du livre, encore largement organisée en fonction de bassins linguistiques (Sapiro, 2009) qui viennent limiter la possibilité d'un marché véritablement « global ».

Les spécificités des LFE seront tout d'abord présentées, avant d'aborder leurs difficultés face à la modification de leur contexte d'action, et notamment l'apparition de nouveaux acteurs du numérique. Elles disposent néanmoins de ressources pour affirmer une position d'intermédiaires culturels, en lien avec les structures publiques chargées de la diffusion de la culture française à l'étranger, qui seront abordées dans un troisième temps.

L'article repose sur une enquête menée en 2022-2023 auprès de l'Association Internationale des Librairies Francophones (AILF). Les données recueillies à partir de trois méthodologies ont été triangulées (Flick, 1992). Cette approche est particulièrement adaptée pour permettre une compréhension multidimensionnelle des phénomènes sociaux complexes. Un volet quantitatif a permis de recueillir des données sur dix-neuf librairies francophones situées en Europe (Tableau 1). L'échantillon représente les deux tiers des librairies francophones européennes (N = 28). Le questionnaire comportait trois parties : la librairie, l'activité et la santé économique, soit un total de 49 questions. Un second volet repose sur des entretiens semi-directifs d'une durée d'environ 1h30, qui ont été réalisés entre novembre 2022 et avril 2023 avec douze responsables de librairie et un cadre intermédiaire

à Londres, Berlin, Barcelone, Rome, La Haye, Vienne, Copenhague, Korcula (Croatie), Sofia, Munich, Lisbonne et Bucarest. Ces entretiens ont porté sur la situation économique des librairies, leur environnement concurrentiel, leurs spécificités, leur appartenance à l’AILF, leurs stratégies de résistance. Ils ont été complétés par des entretiens auprès d’acteurs de structures œuvrant pour la diffusion du livre français, notamment le Centre National du Livre (CNL) et le Bureau International de l’Édition Française (BIEF), pour mieux comprendre le cadre de l’intervention publique.

Le dernier volet a fait l’objet de visites *in situ* dans dix librairies francophones situées en Europe. Des observations ont également été menées lors des Rencontres des libraires francophones d’Europe organisées par le BIEF et l’AILF à Vienne en 2022, puis à Bucarest en 2023. Ces visites et observations ont permis de recueillir des données de contexte ainsi que sur l’action collective des libraires et sur leur stratégie en matière d’offre éditoriale.

Les librairies francophones en Europe : un paysage hétérogène

La plupart des librairies francophones d’Europe ont été créées après 2000 et ont une vingtaine d’années d’existence. Deux d’entre elles ont été fondées après-guerre (Barcelone en 1941, Rome en 1948), et quatre datent des années 1980 (Tableau 1). Les deux-tiers de ces librairies sont par ailleurs gérées par des femmes.

Librairies	Ville	Pays	Création	Reprise	Surface (m ²)	Chiffres d'affaires (en euros)
Stendhal	Rome	Italie	1948	2016	Plus de 100	entre 600 et 1 000K€/an
Kutak Knjiga	Korcula	Croatie	2014		Moins de 60	inférieur à 300K€/an
Zadig	Berlin	Allemagne	2003		Entre 60 et 100	inférieur à 300K€/an
La Page	Londres	Royaume-Uni	1978	2008	Plus de 100	supérieur à 1 000K€/an
Jaimés	Barcelone	Espagne	1941	2013	Plus de 100	supérieur à 1 000K€/an
Kyralina	Bucarest	Roumanie	2012		Entre 60 et 100	inférieur à 300K€/an
Buchhandlung List	Vienne	Autriche	2013	2013	Entre 60 et 100	entre 600 et 1 000K€/an
Librairie de Florence	Florence	Italie	1982		Moins de 60	inférieur à 300K€/an
La Stanza	La Haye	Pays-Bas	2018		Entre 60 et 100	inférieur à 300K€/an
Le Livre Ouvert	Athènes	Grèce	2010	2012	Plus de 100	supérieur à 1 000K€/an
Nouvelle librairie française	Lisbonne	Portugal	2004	2007	Plus de 100	entre 600 et 1 000K€/an
Le temps retrouvé	Amsterdam	Pays-Bas	2014		Entre 60 et 100	inférieur à 300K€/an
La Pause française	Francfort	Allemagne	2022		Moins de 60	inférieur à 300K€/an
Colibri	Sofia	Bulgarie	1993	1993	Moins de 60	entre 600 et 1 000K€/an
La boîte à lire	Nicosie	Chypre	1982	1982	Entre 60 et 100	inférieur à 300K€/an
Le Grenier à bulle	Berlin	Allemagne	2022		Moins de 60	inférieur à 300K€/an
L'échappée close	Milan	Italie	2022		Moins de 60	inférieur à 300K€/an
Den franske bogcafe	Copenhague	Danemark	2005	2012	Plus de 100	inférieur à 300K€/an
Caligrama	Chisnau	Moldavie	1998		Moins de 60	inférieur à 300K€/an

Tableau 1 : Les caractéristiques des librairies étudiées

Le premier élément notable est la grande variété de situations de ces librairies, qui vont de la petite structure située sur l’île de Korčula en Croatie (45 m²), avec un chiffre d’affaires inférieur à 300 K€ par an, à des établissements de taille plus importante situés dans de grandes capitales comme La Page à Londres, La Nouvelle librairie française à Lisbonne, Le Livre ouvert à Athènes ou Zadig à Berlin, avec un chiffre d’affaires annuel avoisinant le million d’euros.

Autre critère de différenciation, certaines des librairies sont strictement francophones (à Rome, Londres, Berlin, Athènes, Bucarest), tandis que d’autres présentent des ouvrages en plusieurs langues (Korčula, La Haye, Vienne), le plus souvent en anglais, italien et allemand. La diversité se retrouve également au niveau de l’assortiment : certaines offrent un choix pointu d’ouvrages, tant en littérature qu’en sciences humaines (Rome, Berlin), d’autres un assortiment plus grand public. La part des ouvrages de français langue étrangère (FLE), de (para)scolaire ou encore de papeterie, nécessaires au maintien de l’activité, est variable selon les implantations.

Les LFE sont particulièrement dépendantes des caractéristiques du pays et de la ville dans laquelle elles sont implantées. Ce n'est en effet pas la même situation d'exercer à Berlin ou Vienne, où les librairies sont nombreuses, et à Bucarest, qui ne compte que de très rares structures indépendantes. L'attachement aux commerces de proximité est plus ou moins prononcé : fort en Autriche, où existe un courant anti-Amazon marqué, plus faible en Italie, où les librairies indépendantes perdent du terrain face aux chaînes de librairies, aux grandes surfaces spécialisées et à la vente en ligne⁴. Chaque ville influe sur le positionnement de la librairie. Ainsi à Berlin, le responsable de la librairie Zadig qualifie la ville de « libertaire et voltairienne ». Il souligne sa dimension alternative ainsi que son ouverture aux questions éco-féministes et décoloniales, reflétée dans le choix des ouvrages proposés, notamment en sciences humaines. Au rayon philosophie et pensée critique, il a ainsi mis à l'honneur une section religion, mais aussi des auteurs de la négritude « *pour contrebalancer et continuer à être frondeurs* ». À Bucarest, où la communauté francophone est historiquement importante, même si les jeunes se tournent de plus en plus vers l'anglais, la responsable fait le constat d'une clientèle « *extrêmement diverse* », qui lui permet de proposer « *à la fois du très pointu et des choses évidentes* ». L'importance des communautés francophones évolue, que ce soit en négatif à Londres, qui a vu beaucoup de Français partir à la suite du Brexit, ou dans le sens d'une diversification, comme l'observe la responsable de la librairie Jaimes à Barcelone :

« La présence des Français a changé. Avant, on avait surtout des Catalans francophiles [...]. Ils sont toujours là, mais on a aussi beaucoup de Français qui se sont installés, des retraités, des jeunes couples ».

Les LFE accueillent en effet des expatriés, mais aussi une clientèle locale lisant le français plus ou moins bien et cherchant à maintenir un lien avec la vie culturelle francophone. L'implantation de la librairie est, de ce fait, stratégique. Dans le quartier hyper central de South Kensington à Londres, la responsable de la librairie La Page reconnaît « *bénéficiaire de la proximité du lycée et de l'Institut français, des musées, des touristes* ». Cette situation est très éloignée de celle de la librairie Kutak Knjiga, en Croatie, qui doit s'adapter aux attentes des vacanciers à la belle saison, pic d'activité de la librairie.

En dépit de cette grande diversité de taille, d'activité et de localisation, les LFE sont toutes confrontées à une concurrence qui s'est généralisée avec l'arrivée des plateformes de vente en ligne depuis vingt ans.

Les librairies francophones face à une concurrence non encadrée

Les librairies indépendantes sont des commerces structurellement fragiles, quel que soit le pays considéré (Piovesan, 2025). Elles bénéficient néanmoins en France d'une situation plus favorable que la plupart de leurs consœurs européennes, du fait du cadre protecteur de la loi de 1981. Si le monde de l'édition a pris conscience, au cours des années 1980, de l'importance de préserver ce « maillon faible » de la chaîne du livre pour maintenir la diversité de l'offre (Cahart, 1988), la situation est différente à l'extérieur de l'Hexagone.

UN MODÈLE ÉCONOMIQUE STRUCTURELLEMENT PRÉCAIRE

Les librairies francophones situées en Europe sont tout d'abord fragilisées par leur modèle économique. Elles sont pénalisées par le fait que les remises (c'est-à-dire les prix auxquels elles achètent les livres aux éditeurs, via leurs distributeurs) sont structurellement inférieures à celles pratiquées en France, sans que les acteurs rencontrés puissent apporter une justification à cette situation. Les prix des livres, non soumis à la loi de 1981 hors de France, est évidemment un levier d'ajustement possible – ils sont actuellement supérieurs

à ceux pratiqués en France d'environ 10 % selon les contextes, pour plus des deux tiers des librairies enquêtées. La sensibilité des clients aux prix constitue cependant un risque important, ainsi que le souligne la responsable de la librairie Stendhal à Rome : « *Il faudrait que j'augmente mes prix de 20 %, mais je ne peux pas* ».

À cela s'ajoutent des charges plus importantes qu'en France, qu'il s'agisse du personnel (un poste difficilement compressible pour des entreprises dont le cœur d'activité repose sur le conseil) ou des charges externes, notamment le loyer et les coûts de transport. Un libraire déplore ces contraintes économiques : « *Je ne me rémunère pas en 2022. Je paie mes employés, c'est tout* ». Du fait de ces différents handicaps, les LFE connaissent tout juste un équilibre économique quand leurs consœurs françaises, considérées pourtant comme l'un des commerces de proximité les moins rentables, dégagent une rentabilité faible, mais malgré tout légèrement positive (Xerfi, 2025).

La concurrence des plateformes accentue ces difficultés depuis l'arrivée d'Amazon sur le marché européen en 1998. S'il n'est pas possible d'évaluer son poids dans les ventes de livres français en Europe, cette dernière représentait le principal concurrent des LFE jusqu'à la création de Lireka. Lancée en 2021 par deux anciens cadres d'Amazon France, la plateforme de vente en ligne s'adresse spécifiquement aux Français de l'étranger, en proposant des livraisons gratuites d'ouvrages à l'international grâce à une négociation serrée des tarifs avec les transporteurs, et à des remises très favorables des éditeurs. Ces avantages compétitifs (Porter, 1986) ont permis à Lireka de rapidement monter en puissance en s'appuyant sur la librairie Arthaud, vieil établissement grenoblois racheté en 2020. Si le chiffre d'affaires de la librairie physique tourne autour de 5 millions d'euros, l'activité en ligne représente déjà plus de 4 millions d'euros (Espalieu, 2023). Face à cette concurrence renforcée, la réactivité des LFE est ralentie par un système de distribution moins efficace que celui des librairies françaises. Ces dernières sont livrées entre 2 à 4 jours pour la très grande majorité de leurs commandes, quand les délais avoisinent le double hors de l'Hexagone pour les deux-tiers des librairies enquêtées.

Quelle que soit leur taille ou leur chiffre d'affaires, les LFE restent donc empêchées par des facteurs sur lesquels elles n'ont que peu de prise, alors même que les plateformes ont fait de la logistique et des délais de livraison un argument concurrentiel majeur. Lors des Rencontres de Bucarest en 2023, plusieurs libraires parlent à ce propos de « *concurrence déloyale* ». À Berlin, le responsable de la librairie Zadig est pessimiste : « *On est devenu un showroom de l'édition. Les gens viennent ici, puis achètent leurs livres sur Amazon* ». L'attribution du prix Nobel de littérature à Annie Ernaux en 2022 a représenté un point de cristallisation de cette distorsion de concurrence, les LFE se plaignant de ne pas recevoir leurs commandes dans un délai raisonnable.

UN SOUTIEN INSTITUTIONNEL RELATIF

Dans ce contexte difficile, les aides du Centre national du livre aux librairies francophones à l'étranger, mises en place en 1997, s'avèrent indispensables. Alerté, « *le CNL n'a pas cessé de vouloir soutenir les libraires* », selon un cadre de l'institution. La création d'un agrément en 2010 a donné plus de reconnaissance institutionnelle aux LFE, tout en leur accordant un soutien financier public conséquent.

Alors que le montant des enveloppes⁵ consacrées aux LFE par le CNL est de 265 K€ répartis entre 49 librairies en 2016, celui-ci a fortement progressé en 2022, au moment du Covid (Tableau 2). Même en augmentation, ces aides doivent être relativisées dans la mesure où elles ne représentent que 8 % du montant total alloué aux librairies par le CNL et qu'elles portent sur l'ensemble des librairies francophones dans le monde. À noter également que le montant moyen des aides par établissement est en baisse, le nombre de bénéficiaires ayant sensiblement progressé.

Aides CNL	2016	2022
Nombre de librairies aidées	49	95
Enveloppe budgétaire (euros)	265 000	401 000
Moyenne de l'aide par librairie (euros)	5 408	4 221

Tableau 2 : Les montants des aides du CNL aux LFE. [Sources : Rapports d'activité 2016 et 2022 des aides, CNL]

Au-delà des aides reçues du CNL, les relations avec les Instituts français, les ambassades, de même qu'avec les lycées et les médiathèques françaises, potentiels pourvoyeurs de commandes pour les librairies locales, ne sont pas toujours optimales. Tout dépend des liens qui ont pu se tisser avec les interlocuteurs, au cas par cas. Une libraire déplore ainsi que le lycée français de la ville où elle est implantée commande ses livres auprès de chaînes qui prennent en charge les frais de transport ; une autre regrette que les médiathèques françaises préfèrent effectuer leurs commandes *via* Amazon, qui peut leur proposer des tarifs plus avantageux. Et lorsque les relations se font en bonne intelligence, les interlocuteurs en place sont toujours susceptibles d'être remplacés, ce qui implique de « *tout reprendre à zéro* ». Une responsable de librairie souligne ainsi : « *tout est très fragile, rien n'est institutionnalisé* ». Alors qu'ils disent défendre la littérature française et promouvoir une cause noble, parlant de « *mission* » et d'« *engagement qui dépasse le caractère entrepreneurial* » pour caractériser leur activité, les libraires interrogés ont un sentiment d'injustice face à ces commandes publiques qui leur échappent, regrettant de se trouver trop souvent « *dans une position de mendiants* ».

L'identité « *hybride* » des LFE est ici en cause. Pour leurs responsables et pour leurs clients, elles représentent de véritables « *enclaves* » de la culture française à l'étranger, comme le souligne la propriétaire de Kyralina à Bucarest : « *Un lieu vivant, d'échanges, où le français est important, ça compte pour les Roumains* ». Ce statut particulier est confirmé par son homologue à Barcelone :

« *On est un centre culturel, la vitrine de la France à Barcelone. [...] On travaille avec toutes les écoles françaises, avec le consulat, tous les lieux où on apprend le français. Dès qu'il y a un truc français, on y est ! Ce qui me tient le plus à cœur, c'est d'être un pont culturel entre la France et la Catalogne* ».

Pour autant, leur statut de commerces les place dans un univers très différent de celui des Instituts français à l'étranger. Alors que ces derniers dépendent du ministère des Affaires étrangères, pour lequel la politique du livre n'est pas centrale, les LFE dépendent du ministère de la Culture. Une libraire indique ainsi :

« *C'est la double peine pour nous : on n'est pas des acteurs culturels comme les Instituts français [...] et le rayonnement de la France à l'étranger, c'est eux. Et en même temps, les gens pensent qu'on est des voleurs [du fait de prix plus élevés] et qu'on ne sait pas faire notre boulot* ».

Pierre Myszkowski, du BIEF, précise : « *Il y a eu un travail pour rendre la librairie francophone à l'étranger plus visible. Ça bouge doucement. Mais pour beaucoup, la librairie française participe d'une image dépassée, ringardisée* » (Rencontres de Bucarest, 2023). Ce constat doit être resitué par rapport au modèle historique de l'action culturelle française à l'étranger, traditionnellement déconnectée des considérations économiques, et tournée vers les élites étrangères (Chaubet et al., 2024). La position des LFE n'est pas sans rappeler le plaidoyer des éditeurs dans les années 1950 pour que l'État subventionne l'exportation de livres français à l'étranger au nom du rayonnement culturel (Frisani, 2024). Mais cette distance avec les instituts officiels présente aussi des avantages. À Bucarest, la responsable nuance ainsi l'étiquette « *ambassade bis* » attachée aux LFE, en mettant en avant la liberté qui est la sienne :

« *Je peux exprimer mes goûts, mes préférences, je ne suis pas garante d'une culture. La librairie est un espace commercial, même si on est partenaires avec l'Institut français. On*

a notre liberté et notre indépendance ».

Malgré tout, les collaborations restent précieuses, ne serait-ce que pour partager les frais d'invitation d'auteurs ou d'éditeurs. Ainsi, lorsque Éric-Emmanuel Schmitt et Leïla Slimani, deux romanciers à succès, viennent à Bucarest, ils enchaînent une longue présentation à l'Institut français avec une « mini-rencontre » à la librairie Kyralina. Et force est de constater que les LFE ne sont pas dénuées de ressources pour défendre leur existence, en développant diverses formes de résistance.

Des stratégies de résistance multiformes

Confrontées à une concurrence non encadrée et à un équilibre économique précaire, les LFE ont cherché ces dernières années des moyens d'action pour continuer à exercer leur vision du métier de libraire, en renforçant d'une part la médiation culturelle, d'autre part l'action collective.

UNE MÉDIATION DÉMULTIPLIÉE

Les librairies indépendantes ont développé des stratégies de résilience face au commerce électronique, en France comme ailleurs, qui passent par la valorisation d'un lieu physique aux caractéristiques chaleureuses, par la capacité à opérer une sélection cohérente parmi la profusion de titres, mais aussi par la valeur ajoutée liée au conseil et à l'animation (Noël, 2025). Hors de France, la médiation prend néanmoins une dimension encore plus centrale du fait que les libraires représentent souvent le seul contact de leur clientèle avec la vie culturelle francophone. Deux dimensions se conjuguent ainsi pour les LFE : il s'agit à la fois d'orienter le lecteur vers des auteurs ou des thématiques qui peuvent lui correspondre, mais aussi d'évaluer son niveau de langue lorsqu'il n'est pas locuteur natif. Une responsable prend l'exemple des clients qui lui demandent du Guillaume Musso, un auteur à succès :

« Il faut pouvoir leur dire oui, et en même temps les orienter. Il y a plein d'équivalents qui sont aussi écrits dans un français qui se comprend très bien. Je trouve qu'elle est là, notre valeur ajoutée ».

Face à cette attente forte de leur clientèle, les libraires compensent l'éloignement géographique par une grande connaissance des auteurs et des éditeurs, et plus généralement de « ce qui se passe en France ». Comme le souligne une salariée : *« C'est facile de loucher des choses à l'étranger, il faut faire attention [...] ».*

La dépendance croissante des ventes à l'actualité littéraire et à la médiatisation de certains auteurs est relevée partout : Didier Eribon, Michel Houellebecq, Annie Ernaux, Virginie Despentes, entre autres, sont des « stars » dans de nombreux pays européens. Cela conduit les libraires francophones à organiser des événements payants « hors les murs », ce qui est assez rare en France, qu'il s'agisse de concerts littéraires ou de cocktails-rencontres. L'évènementialisation de leur activité de médiation représente un travail de longue haleine, qui constitue indéniablement un moyen de valoriser les librairies et d'en faire des lieux culturels incontournables, en dépit d'un retour sur investissement jugé médiocre : *« Ce qui compte, c'est que l'espace vive. C'est plus important que de vendre beaucoup »* souligne la responsable à Bucarest. Pour sa collègue de Rome, qui a développé un programme soutenu de rencontres, les animations représentent une forme de militantisme : *« Je le fais parce que ça permet d'être intelligemment dans un rapport de forces. Ça permet de dire, oui, on est un acteur culturel ».*

À Bucarest, la responsable a initié des séances de dégustation de vins et fromages : *« ça fait venir du monde, les gens discutent, c'est convivial. Le français est la langue commune, et plusieurs repartent avec des livres ».* Tandis qu'à Vienne, Buchhandlung List s'est lancé dans le « speed booking », qui voit des célibataires venir à la librairie avec leur livre préféré,

qu'ils ont 7 minutes pour présenter. « *Les gens ont adoré* » commente la responsable.

Ces initiatives originales n'empêchent pas un patient et classique travail de mise en valeur de maisons d'édition ou d'auteurs peu connus, pour « *faire découvrir quelque chose d'autre et faire bouger les lignes* », comme l'explique le gérant de Zadig à Berlin, qui a fait salle comble en invitant le responsable de la petite maison d'édition indépendante Allia. À l'heure où les boutiques de centres-villes sont à la peine dans la plupart des pays, les librairies bénéficient de l'attachement de certaines fractions du public, particulièrement dans les grandes villes, aux commerces de proximité et au mode de vie qu'ils représentent (Kellenberger et Raffin, 2011). Elles s'adressent de fait au même profil de clientèle, plutôt socialement favorisée. La dimension vocationnelle exprimée par les libraires, qui présentent souvent leur travail comme un sacerdoce et comme un engagement au service d'un bien supérieur (la défense du livre et de la culture) est très marquée. Comme en France, cela se traduit par de longues heures de travail et par l'acceptation d'une rémunération faible, qui place clairement le libraire du côté des artisans et des professions indépendantes (Gresle, 1981). Une responsable ayant fait ses premières armes dans la librairie et l'édition en France défend cette vision du métier :

« *Pour moi, être libraire, c'est un engagement politique. On est là pour défendre l'esprit critique, pour défendre des maisons d'édition dans lesquelles on se reconnaît [...] Les gens pensent qu'on se fait des marges folles, ils ne comprennent pas que c'est du militantisme*».

Un de ses collègues, venu du secteur de l'industrie, nuance : « *Je sais ce que c'est que la rationalité économique, mais j'ai fait cette librairie parce que c'est un vieux rêve. Parce que c'est quelque chose d'utile et qui m'intéresse* ». Le plus difficile pour les libraires interrogés consiste à ne pas être considérés comme de « vrais professionnels » par les éditeurs, et même parfois par leurs clients : « *On est perçus comme un truc culturel sympathique, pas comme des structures économiques* », regrette l'un d'eux.

FAIRE FRONT COMMUN

L'action collective a été l'un des moyens de résoudre cette contradiction, avec la création de l'Association Internationale des Libraires Francophones (AILF) et la volonté d'inscrire l'action de ses membres non plus dans des marchés locaux disjoints mais dans un espace commun, davantage culturel et professionnel que géographique. C'est avec la prise de conscience qu'une « communauté de destin » les liait que les libraires ont lancé l'association.

En 2001, un colloque réunit 40 libraires à Beyrouth dans un contexte d'éclosion de la vente en ligne. L'objectif est de « *valoriser leur rôle irremplaçable dans la diffusion du livre français dans le monde, partenaires indispensables des éditeurs français et véritables traits d'union avec la culture française* » (Myszkowski, 2008, p. 406). Devant le succès de cette première réunion, l'AILF est officiellement créée en 2002, lors du Salon du livre de Paris, réunissant plus de 100 libraires francophones. L'AILF recueille rapidement de nombreuses adhésions et devient l'instance légitime de représentation des LFE, financée par divers organismes publics (CNL, Sofia, Centre français d'exploitation du droit de copie, Organisation internationale de la francophonie) et privés (la Fondation Jan Michalski).

L'action collective des libraires français a été documentée à partir des syndicats professionnels et des groupements régionaux (Leblanc, 2008) ou des plateformes collectives et indépendantes (Thuillas et Wiart, 2020). Mais la forme organisationnelle étudiée ici présente des caractéristiques nouvelles. Alors que le Syndicat de la Librairie Française, créé en 1999, s'appuie sur une histoire qui lui confère légitimité et reconnaissance institutionnelle (Contrepois, 2008), l'AILF part de zéro. Elle ne peut, par ailleurs, adopter la forme d'un syndicat professionnel, qui lui donnerait droit à une source de financement stable, du fait de son caractère transnational. Les librairies ont progressivement étoffé les

dimensions de l'action collective pour faire face à de nouveaux enjeux. À l'élan initial des fondateurs « *épris d'un idéal humaniste et progressiste* », selon le premier président de l'AILF, a progressivement succédé un plus grand pragmatisme.

La première mission de l'AILF a été de fournir à ses membres des actions de formation professionnelle : sessions thématiques en ligne sur des genres littéraires, accompagnements individualisés, ateliers de formation-action sur la gestion... De nombreux temps de rencontres sont également organisés en profitant des assemblées générales lors du Salon du Livre de Paris ou de la Foire du Livre de Bruxelles, pour donner la possibilité aux libraires d'échanger avec leurs pairs.

La deuxième dimension de l'action collective est issue de la prise de conscience de l'intérêt d'une stratégie globale et partagée. Reconnue par les acteurs publics, l'AILF siège désormais au sein de la commission d'attribution des aides du CNL. Elle s'est engagée dans un travail de régulation qui a débouché, en 2021, sur la signature d'une Charte avec les diffuseurs-distributeur, qui vise à organiser de meilleures relations de travail entre les LFE et leurs partenaires, notamment sur la question des remises, du transport et des modalités d'achats des livres. Enfin, en 2024, l'association a lancé un projet d'Observatoire dont l'objectif est de mieux connaître les librairies membres afin d'améliorer la défense de leurs intérêts. Le plaidoyer professionnel constitue ainsi une des formes de l'action collective des librairies francophones, rappelant la mobilisation des ONG et des associations pour promouvoir leur cause face aux acteurs publics. En proposant une forme organisée à cette cause, les libraires ont cherché à peser sur les règles du jeu et à donner une dimension politique à leur action.

La troisième modalité d'action concerne la construction, plus délicate, d'une identité collective. Un récent projet financé par Europe Créative a voulu valoriser la spécificité du travail des LFE autour des notions de travail qualitatif et d'indépendance, ces termes constituant les clefs de l'argumentaire du projet déposé par l'AILF auprès des instances européennes. Dans cette perspective, l'AILF a décidé de consolider les éléments identitaires qui fondent la particularité de ses membres pour mieux se démarquer des autres acteurs de la vente de livres. Cette identité collective repose sur une même vision de ce qui fait une « vraie » librairie, sur le refus d'être assimilés à de simples « vendeurs de livres » (Leblanc, 1998), et sur le partage de normes et de pratiques professionnelles. Elle relève ainsi d'une dimension interne (faire sens pour les libraires membres), mais aussi externe (se différencier de la concurrence face aux partenaires économiques et institutionnels). Ce travail d'affirmation du groupe professionnel s'apparente à une stratégie de résistance dans un environnement européen marqué par l'éloignement géographique, mais aussi par la dispersion et l'absence d'encadrement des marchés nationaux.

CONCLUSION

À l'heure des plateformes de vente et de recommandation de livres en ligne, le maintien d'un réseau conséquent de librairies francophones en Europe, particulièrement exposées à la concurrence et situées hors de la protection de la loi de 1981, peut sembler une incongruité vouée à une disparition plus ou moins rapide. Pourtant, force est de constater que ces dernières parviennent, quelle que soit leur taille et leur volume d'activité, à se maintenir sur des marchés d'une grande hétérogénéité en jouant sur les ressorts de la sélection et de l'animation, tout en offrant un lieu de contact privilégié avec la culture française. La librairie indépendante à forte dimension culturelle « à la française » n'est pas sans résonance hors du territoire national et vient répondre aux aspirations d'une partie de la clientèle francophone, et au-delà.

Cette forme de *soft power* assumé par les librairies francophones à l'étranger n'est pas nouvelle en soi : les acteurs privés ont toujours joué un rôle important dans la diplomatie culturelle française (Chaubet *et al.*, 2024) et certaines des actions les plus innovantes pour la défense de la biodiversité sont liées à des rassemblements d'acteurs professionnels

(Pinhas, 2009). Pour autant, la tension entre impératifs culturels, économiques et diplomatiques, entre nécessité marchande et utilité publique, entre logique individuelle et collective, n'est sans doute pas loin du point de rupture pour plusieurs des librairies étudiées, qui s'interrogent sur leur capacité à maintenir une offre correspondant à leur vision du métier et adaptée au contexte économique.

En décalant le regard des processus éditoriaux et de traduction qui sont généralement étudiés pour aborder la question de la globalisation dans le monde du livre (Sapiro et Leperlier, 2021) vers le maillon de la commercialisation, cet article met en évidence le fait que la circulation des ouvrages à l'international obéit à un ensemble de processus qui, loin d'être naturels ou spontanés, sont au croisement d'objectifs culturels et diplomatiques, d'enjeux économiques et de jeux d'acteurs. Si une partie des auteurs et des titres circulent intensément au sein d'une industrie éditoriale mondialisée (Thompson, 2010), la structure et la régulation des marchés nationaux pèsent toujours fortement au niveau de la distribution. Le choix de l'échelle européenne offre la possibilité, de surcroît, d'envisager la résistance des commerces du livre au-delà de la perspective française, à l'heure où le soutien aux librairies (ainsi qu'aux bibliothèques) est encouragé par le Parlement européen pour maintenir la diversité culturelle⁶. L'espace européen possède pourtant, en dépit de la diversité de ses marchés, des caractéristiques communes, et il est probable que le rôle des librairies francophones dans d'autres marchés (l'Afrique ou l'Asie) poserait de façon encore différente la question de la circulation commerciale des livres français. C'est une piste de recherche stimulante pour l'avenir.

NOTES

¹ Par librairies, nous entendons les commerces indépendants spécialisés dans la vente des livres tels qu'ils existent en France. Les chaînes et grandes surfaces culturelles ne font pas partie du champ de cette recherche.

² Pour des raisons de cohérence, cet article se concentre sur la partie européenne du réseau international des librairies francophones de l'étranger.

³ Si le français est la deuxième langue la plus pratiquée au sein des pays membres de l'Union européenne, son usage régresse en Europe du Nord (entre -1,6 % et -3 % entre 2014 et 2021) et progresse dans des pays comme l'Italie, la Roumanie et le Portugal (entre +2 et +4 %). <https://www.touteurope.eu/vie-politique-des-etats-membres/les-francophones-au-sein-de-l-union-europeenne/> (consulté le 17/07/2025).

⁴ Source : Associazione Italiana Editori, « Mercato del libro nel 2024 », janvier/mars 2025 <https://ilmanifesto.it/rapporto-aie-bilancio-negativo-e-futuro-ancora-piu-incerto> (consulté le 13 juillet 2025).

⁵ Le dispositif d'aide a changé en 2016, nous n'avons donc pas analysé la période précédente. À ce jour, la dernière année disponible est 2022.

⁶ Résolution du Parlement européen du 14 septembre 2023 sur l'avenir du secteur européen du livre (2023/2053(INI)) (OJ C, C/2024/1768, 22.03.2024, ELI: <http://data.europa.eu/eli/C/2024/1768/oj> Consulté le 20 juillet 2025.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Associazione Italiana Editori, « Mercato del libro nel 2024 », janvier/mars 2025, [en ligne], consulté le 12/07/2025, https://www.aie.it/Portals/_default/Skede/Allegati/Skeda105-10237-2025.1.31/01_21_Presentazione_mercato_2024_Venezia_SUEM_CORTA.pdf?IDUNI=vo12vqxwsdb2oidzabbbkzp33796

Bourdieu, Pierre (1992), *Les Règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris: Le Seuil.

Cahart, Pierre (1988), *Le Livre français a-t-il un avenir ?*, Rapport au ministre de la Culture, Paris : La Documentation française.

Chabault, Vincent (2013), *Librairies en ligne. Sociologie d'une consommation culturelle*. Paris : Presses de Sciences Po.

Chabault, Vincent (2014), *Vers la fin des librairies ?*, Paris, La Documentation française.

Chaubet, François ; Faucher, Charlotte ; Martin, Laurent ; Peyre, Nicolas (dir.) (2024), *Histoire(s) de la diplomatie française. Du rayonnement à l'influence*, Paris : éditions de l'Attribut.

Contrepois, Sylvie (2008), « Transformations et recompositions du paysage syndical » (p. 495-506.) in Sorel, Patricia ; Leblanc, Frédérique (dir.), *Histoire de la Librairie Française*, Paris : Éditions du Cercle de la librairie.

Espalieu, Frédéric (2023), « Comment la librairie historique de Grenoble s'inspire d'Amazon », Les Echos, édition du 1er septembre 2023, [en ligne], consulté le 3/10/2024, <https://www.lesechos.fr/pme-regions/auvergne-rhone-alpes/comment-la-librairie-historique-de-grenoble-sinspire-damazon-1974200>

Flick, Uwe (1992), « Triangulation Revisited : Strategy of Validation or Alternative ? » *Journal for the Theory of Social Behavior*, vol. 22, n° 2, p. 175-197

Frisani, Marcella (2024), « L'État et les éditeurs exportateurs : la vente de livres français à l'étranger comme cause d'intérêt public (1948-1967) » (p. 208-230.) in Chaubet, François ; Faucher, Charlotte ; Martin, Laurent ; Peyre, Nicolas (dir.) (2024), *Histoire(s) de la diplomatie française. Du rayonnement à l'influence*, Paris : Éditions de l'Attribut.

Gresle, François (1981), « L'indépendance professionnelle. Actualité et partie du concept dans le cas français », *Revue française de sociologie*, n° 22, p. 483-501, [en ligne], consulté le 3/10/2024, https://www.persee.fr/doc/rfsoc_0035-2969_1981_num_22_4_3445

Hauser, Claude ; Mollier, Jean-Yves ; Vallotton, François (dir.) (2011), *La diplomatie par le livre. Réseaux et circulation internationale de l'imprimé de 1880 à nos jours*, Paris : Nouveau Monde éditions.

Jeanpierre, Laurent ; Roueff, Olivier (dir.) (2014), *La culture et ses intermédiaires dans les arts, le numérique et les industries créatives*, Paris : Éditions des archives contemporaines.

Kellenberger, Sonia ; Raffin, Fabrice (2011), *De l'espace livre au lieu de vie. Usages et représentations des librairies indépendantes dans la ville*, Paris : Éditions de la BPI-Centre Pompidou.

Leblanc, Frédérique (1998), *Libraire, un métier*, Paris : L'Harmattan.

Miller, Laura J. (2007), *Reluctant Capitalists. Bookselling and the Culture of Consumption*, Chicago: University of Chicago Press.

Ministère de la Culture (2025), *Séries longues de chiffres-clefs sur le secteur du livre*, [en ligne], consulté le 12/07/2025. <https://www.culture.gouv.fr/fr/thematiques/livre-et-lecture/pour-les-professionnels-de-l-economie-du-livre/observation/chiffres-cles-du-secteur-du-livre/series-longues-de-chiffres-cles-du-secteur-du-livre>

Moati, Philippe (2021), *La plateformisation de la consommation. Peut-on encore contrer l'ascension d'Amazon ?*, Paris : Gallimard.

Myszkowski, Pierre (2008), « La librairie francophone dans le monde » (p. 406-412.) in Sorel, Patricia ; Leblanc, Frédérique (dir.), *Histoire de la Librairie Française*, Paris : Éditions du Cercle de la librairie.

- Noël, Sophie (2025), *Le petit commerce de l'indépendance. Une sociologie de la librairie au début du 21e siècle*, Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Pinhas, Luc (2009), « La francophonie face à la globalisation éditoriale : politiques publiques et initiatives privées » (p. 117-129) in Sapiro, Gisèle (dir.), *Les contradictions de la globalisation éditoriale*, Paris : Nouveau Monde Éditions.
- Piovesan, David ; Paris, Thomas (2024), « Résister face à la commoditisation dans les industries culturelles : le renforcement et l'enracinement des librairies », *Revue Française de Gestion*, vol. 318, n°5, p. 15-38.
- Piovesan, David (2025), *The European Bookshops Business Model*, London : Routledge.
- Porter, Michael (1986), *L'avantage concurrentiel*, Paris : Dunod.
- Sapiro, Gisèle (dir.) (2009), *Les contradictions de la globalisation éditoriale*, Paris : Nouveau Monde Éditions.
- Sapiro, Gisèle ; Leperlier, Tristan (2021), « Les agents de la globalisation éditoriale. Stratégies de conquête et de résistance », *Réseaux*, vol. 226-227, n° 2-3, p. 127-153.
- Sorel, Patricia ; Leblanc, Frédérique (dir.) (2008), *Histoire de la librairie française*, Paris : Éditions du Cercle de la librairie.
- Surel, Yves (1997), *L'État et le livre : les politiques publiques du livre en France : 1957-1993*, Paris : L'Harmattan.
- Thuillas, Olivier ; Wiart, Louis (2023), *Les plateformes face à la conquête des industries culturelles*, Fontaine : Presses Universitaires de Grenoble.
- Thompson, John B. (2010), *Merchants of culture*, Cambridge: Polity Press.
- Thompson, John B. (2021), *Book wars*, Cambridge: Polity Press.
- Xerfi (2025), *Le marché et la distribution de livres en France*, Paris.